

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

ON S'ABONNE A PARIS :
RUE DE RIVOLI, 16.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (Affranchir.)

Paris, 30 mars.

On raconte qu'un jour un chirurgien de campagne ayant été appelé afin de constater les lésions sur le corps d'un homme assassiné, ce praticien, armé de la loupe de la minutie, s'évertuait à décrire les contusions à peine visibles, les excoriations les plus légères. Son procès-verbal, enrichi de tous les détails imaginables en pareil cas, fut lu et relu par lui avec une satisfaction peu ordinaire. Il se mirait dans son œuvre quand il s'aperçut, en frissonnant, d'une lacune. Recommencer son chef-d'œuvre lui paraissait impossible. Il s'en tira au moyen d'un expédient non moins heureux que l'inspiration première. Un *post-scriptum* fut ajouté disant avec une laconique majesté : « Plus, un bras cassé dont nous ne nous étions pas aperçu. » — Les grands génies ne sont jamais embarrassés.

M. de Girardin paraît avoir adopté, quant à sa polémique journalistique, la méthode de notre praticien. Un fragment de phrase, un bout de syllogisme, lui suffisent pour faire feu de toutes ses batteries contre un mode de gouvernement qu'il adore, lui républicain sincère et désintéressé. Seulement le praticien agissait sur la nature morte, tandis que M. de Girardin s'acharne sur l'arche de l'avenir, absolument comme si la Fontaine n'eût jamais parlé de celui qui mordait la lime.

Entraîné par la passion des détails, jaloux de faire briller sa science, le praticien avait oublié un des faits les plus graves ; mais du moins le *post-scriptum* témoignait de sa bonne foi naïve. M. de Girardin, dans sa guerre d'alarmiste au profit de la régence et de la légitimité, harcèle et mord tant qu'il peut en s'attaquant aux détails, sans pouvoir arriver jamais à découvrir le bien à côté de ce qui lui paraît défectueux. Quand l'équité s'approche, il recule la tête comme le faisaient, en présence de l'hostie consacrée, les possédés du démon.

Ce n'est pas tout. Ces crailleries de chaque jour, ces vitupérations venimeuses doivent amener du désordre ; il le croit, il le veut. Cependant le désordre ne vient pas. Que faire ? M. de Girardin prend un autre bout de rôle ; il prophétise son prochain martyre : on va briser ses pressés, on va le tuer. N'importe, il dira toujours sa pensée.

Certains gens, moins riches en perspicacité que M. de Girardin, ne s'imaginent pas trop comment on peut encore parler quand on est mort ; mais ce sont là de petits esprits, de pauvres hères privés de ce pain de l'idée dont M. de Girardin regorge, selon lui.

A propos d'idée, il faut dire celle qui passe dans la tête de beaucoup de gens : c'est que M. de Girardin se démène comme un damné dans l'eau bénite afin d'attirer sur lui ce traitement à l'aide duquel, histoire vraie ou fausse, tant de saints de contrebande ont pris place dans la légende dorée.

Il est une classe de gens auxquels l'attitude de M. de Girardin faisait pousser des cris de joie... dans leurs salons. Nous voulons parler des apôtres de la régence, à la tête desquels marchent MM. Thiers, Odilon Barrot, et *tutti quanti*. Il ne faut pas oublier davantage MM. les membres du club républicain pour la liberté des élections, club où l'on voit rangés côte à côte MM. Viennet, Liadières, duc de Richelieu, duc de La Force, de Crillon, de Noë, etc., etc., etc.

Messieurs, n'est-il pas temps de clore cette comédie ?

Onze heures du soir. On vient nous affirmer que le cri : *Mort à Girardin !* a été remplacé par celui : nous ne voulons pas dire le mot. Que les âmes sensibles se rassurent : la couronne du martyr a été remise dans le sac.

Nous extrayons d'une correspondance particulière de Lyon :

« La journée du 27 a été belle pour Lyon : 50,000 hommes sans armes, marchant en colonnes serrées, ont fait une manifestation imposante. »

« Au club Saint-Pierre, le citoyen Rivière, ouvrier en soie, a improvisé un discours qui a été écouté avec un religieux silence et applaudi par tous les assistants. Ce discours était à la hauteur des circonstances. »

Le préfet de police, chargé, par décret du Gouvernement provisoire, des attributions déterminées par l'arrêté organique de messidor an VIII, s'occupe avec sollicitude de la formation du corps des *gardiens de Paris*, dont la mission protectrice doit s'exercer le jour comme la nuit sur les personnes et sur les propriétés. Il trouve, nous le savons, dans cette institution une compensation aux devoirs que lui impose l'obligation de réprimer les infractions aux lois qui garantissent l'ordre social et la sûreté individuelle. Le système d'organisation qu'il a étudié avec un soin particulier assure à toutes les parties de la voie publique une surveillance bienveillante qui l'autorise à espérer que la préfecture de police aura désormais les moyens de prévenir les méfaits plutôt que de les réprimer. Entendre ainsi la police de Paris est d'un heureux augure et permet de croire que la reconnaissance publique s'attachera à une administration qui jusqu'à présent a inspiré de tous autres sentiments.

Tous les journaux de la Garonne ne sont pas à Bordeaux. *L'Univers*, à Paris, se fait aussi l'écho de la ville du 12 mars, et répète le plus dévotement du monde une petite calomnie élaborée sur ces bords dont les habitants prennent partout, disait Henri IV. Nous serions, au dire de ces messieurs, un journal subventionné. Nous laissons pour aujourd'hui les formes polies de côté, et nous répondons par un démenti fort net.

Nous ne devons rien au ministère des finances ni à aucun des ministères. Si ces messieurs savent lire ou le veulent, ils ont pu voir, imprimée dans nos colonnes, l'offre de 20,000 fr. que fait Sobrier à la République ; c'est le cinquième de sa fortune personnelle.

Si ces messieurs ont de la bonne foi, car ils nous forcent à mettre tout en doute, venant de leur part, ils auraient pu remarquer plus d'un article dans lequel certains actes ministériels ont reçu la critique franche que nous nous permettons envers tout le monde : mais alors il faudrait n'avoir pas pour président du club républicain M. Viennet, apologiste de la *clé d'or*, c'est-à-dire de la prostitution la plus infâme, parce qu'elle s'adresse publiquement à la conscience ; il faudrait ne pas compter au nombre des membres de ce club M. Liadières, l'âme damnée du plus honnête homme du royaume, ni tous ces ducs et comtes membres de l'ancienne chambre des pairs, votants des lois de septembre et de toutes les choses déshonorantes émanées du régime déchu. Si, comme nous l'avons dit au journal de ce club, *l'Assemblée nationale*, ces messieurs ont à craindre les révélations d'un agent secret pour lequel ils montraient une sollicitude toute monarchique, ne vaudrait-il pas mieux garder le silence que de suivre les errements de Basile ?

Le *Mémorial bordelais* est moins malhabile, au moins quant à ce qui le touche. Il use à sa manière de son droit de critique ; c'est de l'appréciation plus ou moins saine, mais ce n'est que cela. Toutefois, le *Mémorial bordelais* devrait avoir un peu plus de respect pour la logique. Après avoir tonné dans son *premier-Bordeaux* contre les solliciteurs, écume se produisant toujours aux époques de commotion politique, le *Mémorial* nous traite fort impoliment pour avoir dit en termes plus précis la même chose qu'il dit lui-même. C'est une étourderie.

Toujours logicien comme un député dynastique, le *Mémorial* gourmande notre style à propos de l'invitation faite par nous à ces dévoués dynastiques de ne se point présenter aux élections. Le citoyen Bernard (de Rennes), conseiller à la cour de cassation, dit expressément la même chose que nous. Le *Journal des Débats* lui-même proclame tout haut qu'après avoir tant juré à la dynastie, on manque de dignité en donnant le même serment de dévouement à la République. Le *Journal des Débats* voit juste cette fois, et certes nous ne pouvons être suspects de flatterie en lui rendant justice.

Le « *Vous m'entendez* » à propos du roquet bargneux, semble au *Mémorial* une énormité. A ce mot seul, il est prêt à roucouler une idylle. Simple question : « Si le *Mémorial* était poursuivi par un roquet cherchant à mordre, que ferait le *Mémorial* ? »

Le *Moniteur officiel* de la Belgique annonce, dans son dernier numéro, qu'Ernest Grégoire, fondateur du club des Prévoyants, vient de se mettre à la tête des forces concentrées à la frontière autour de Seclin, et que ces bandes l'ont nommé président de la République belge.

Comme nous avons vu le citoyen Ernest Grégoire hier et aujourd'hui à la réunion des délégués des clubs de la Seine, nous pouvons rassurer le gouvernement belge et son organe officiel.

Il est très-bien d'assister à la plantation des arbres de la liberté ; mais on devrait se borner à faire éclater le patriotisme comme il convient à des hommes sérieux. Les détonations de mousqueterie ne sont pas un complément indispensable des réjouissances publiques. Bien des gens ne sauraient s'accoutumer à ce bruit de guerre, fort mal à sa place lorsque tout est en paix. N'eût-il pour effet que d'effrayer les enfants et les femmes, ce serait trop, beaucoup trop. Et combien d'hommes de nos jours sont enfants et femmes à ce point de vue !

Nous prions donc nos concitoyens de ne point tirer ainsi leur poudre en l'air, et nous espérons qu'ils voudront bien tenir compte de notre avis fraternel.

Le citoyen Lecoq d'Arcq, décoré de juillet, vient de nous remettre une pétition qui a été adressée au Gouvernement provisoire. C'est un projet de loi qui consisterait à former une association de tous les décorés de juillet pour défricher les terres incultes de France.

L'honorable général Dubourg est à la tête de cette louable entreprise. Nous souhaitons que la République encourage, autant que cela est possible dans les circonstances actuelles, des efforts qui ont pour but d'augmenter le bien-être du peuple. Nous l'avons déjà dit plusieurs fois, organiser le travail agricole, c'est amoindrir énormément les difficultés qui nous entourent, qui nous pressent, c'est se ménager une soupape de sûreté à laquelle on ne saurait renoncer sans danger. Nous faisons des vœux pour que le Gouvernement provisoire institue, à l'effet de s'occuper de l'agricul-

ture, une commission analogue à celle qui siège au Luxembourg.

Le citoyen Lecoq d'Arcq nous a également remis un travail sur l'extinction du paupérisme au moyen d'améliorations agricoles. Nous en rendrons compte très-prochainement.

Si le Gouvernement provisoire croit devoir appeler à Paris quelques régiments de l'armée pour aider au service de la garde nationale, nous demandons que le peuple de Paris soit prévenu de leur arrivée afin que la ligne n'entre dans la capitale qu'après avoir fraternisé avec l'armée des travailleurs et en compagnie des soldats en blouse de la révolution.

Le citoyen de La Moskowa s'est rendu individuellement au départ de la première colonne polonaise. Monté sur sa voiture, il a prononcé un discours d'adieu que nous n'oublierons pas et qui l'engage profondément dans la République. Nous verrons : il est bon de prendre quelques notes.

On nous adresse la lettre suivante :

« Monsieur le rédacteur,

« Au moment où les caméléons politiques relèvent la tête, nous devons leur opposer des hommes d'énergie qui n'ont pas attendu le lendemain pour faire leur profession de foi et qui depuis quinze ans ont été victimes de leur dévouement à la sainte cause de la liberté.

« C'est à ce titre que nous avons l'honneur de proposer à la députation le citoyen *Petet*, compositeur d'imprimerie, décoré de juillet et condamné pour les affaires des 5 et 6 juin.

« Sorti de la classe déshéritée, mieux que personne il en comprend les besoins et en sera le zélé défenseur.

« On ne saurait trop s'entourer de ces hommes vertueux qui se sont voués au salut de la République et de l'humanité, et dont la seule ambition est d'atteindre ce but.

« Unissons-nous donc, citoyens, et portons à l'Assemblée nationale un des hommes les plus dignes d'étendre nos droits et nos intérêts.

« L. MASCAR ; J.-J. PINSON, ex-condamné politique ; H. STÉVENOT, blessé du 12 mai 1839. »

Nous publions avec empressement l'appel que nous adressent les braves enfants de la Pologne :

APPEL AU PEUPLE FRANÇAIS.

Frères,

L'heure de la délivrance de la Pologne a sonné. Notre patrie brise ses fers et relève la dernière forteresse de la démocratie européenne.

La Pologne crie : *Aux armes !*

Elle appelle tous ses enfants de l'exil à son secours. Nous marchons.

Les instants pressent et la distance est grande.

Frères, vous nous avez soutenus dans notre malheur ; prêtez-nous la main au jour du combat. La Pologne à une lutte terrible à soutenir. Avant que vous puissiez la soutenir par vos armes, donnez-nous des moyens de parvenir jusqu'à elle.

Secourez-nous par vos dons patriotiques.

Que les chefs de la garde nationale, les présidents et secrétaires des clubs, les journalistes, que tous les citoyens qui ont une position reconnue au milieu du peuple se fassent caissiers de la cause polonaise.

Les fonds réunis entre leurs mains doivent être versés dans les bureaux de la *Réforme*.

Au nom de la démocratie polonaise,

Le Comité central :

Vincent Mazurkiewicz, Fr. Sznayde, Victor Heltman, Worcel Stanislas, Albert Darasz.

Banquet fraternel du Comité central républicain du 3^e arrondissement.

Séances, rue du Faubourg-Poissonnière, au Conservatoire, les mardi, jeudi et vendredi, de 8 h. à minuit. Le citoyen Paulmier aîné, président du comité, propose ce toast :

A la République européenne !

Citoyens,

L'Europe présente aux regards un spectacle merveilleux.

C'est en vain que tous les despotes se sont associés pour étouffer la voix des peuples ; c'est en vain que les rois, ces créations menteuses de l'ignorance et de la barbarie, se sont coalisés pour éteindre les grandes pensées d'affranchissement !

Un jour est venu. Les peuples se sont éveillés ! Ils ont rougi des sales entraves qui souillaient leurs mains, et d'un geste formidable ils ont brisé les sceptres et les trônes !

La Liberté s'est levée. Elle a pris pour piédestal les débris de toutes les couronnes ; elle a surgi si grande et si radieuse, que toutes les nations ont pu la contempler. Alors les voix de l'Europe se sont confondues dans un hymne immense pour célébrer l'avènement de l'égalité et de la fraternité.

Citoyens, nous pouvons le proclamer avec un légi-

time orgueil : c'est à notre noble pays, c'est à notre patrie bien-aimée, c'est à la France que le monde doit ses magnifiques destinées! Oh! oui, il était dans les décrets suprêmes de donner cette sainte mission à la France!

Et nul peuple n'en peut être jaloux; car si nous avons guidé l'humanité dans sa marche, si nous avons été son flambeau, si nous avons promulgué l'évangile de la civilisation, nous avons fait de terribles sacrifices, et le monde est pavé des ossements de nos pères! Oh! citoyens, ne pleurons pas ces illustres morts!

De la Meuse au Nil, du Tage au Borysthène, nos armées ont fécondé le sol de leur sang généreux. Penchés sur ces solennelles hécatombes, les peuples ont compris la honte de leurs fers, et quand la voix de la France a crié : « Liberté! » le vieux monde a tressailli; l'Europe entière s'est levée répondant à nos cris : « Liberté! liberté! »

Les rois sont destitués!
Les peuples s'unissent dans une fraternelle étreinte!
La terre, consolie, sourit à son avenir! Et nous tous, républicains français, nous répétons avec enthousiasme :

A la République européenne!!!

Au milieu de l'émotion générale, il est décidé que ce toast sera publié.

Le citoyen Bourges porte un toast aux départements.

Le citoyen Kitchen, aux travailleurs.

Le citoyen vice-président Fallet, à l'union des gardes nationales et de l'armée.

Le citoyen Moricet, au Gouvernement provisoire.

L'assemblée s'est séparée après avoir répété les refrains nationaux de notre grande révolution.

DONS PATRIOTIQUES.

La citoyenne Céline Catalan nous envoie 5 francs avec la lettre suivante :

« Placée par ma position hors d'atteinte de toute contribution, n'appartenant à aucune corporation, je cherche depuis longtemps un moyen d'envoyer, moi aussi, le denier du pauvre.

« J'ai vu votre noble conduite, et elle me décide à m'adresser à vous. Je viens donc vous prier, citoyen, de faire parvenir au Gouvernement provisoire cette bien faible marque d'un grand dévouement à des institutions que désormais nous pourrions, nous autres pauvres, appeler sans dérision ordre social.

« Veuillez, etc.

CÉLINE CATALAN,
ex-ouvrière lapissière. »

Le général Piat vient d'adresser au ministre des finances la lettre suivante :

« Je me suis empressé de payer mes contributions pour l'année des 28 février, et comme je tiens à donner à la République tous les témoignages de dévouement qui sont en mon pouvoir, j'ai l'honneur de vous prévenir que je mets à votre disposition cinq fois la somme que j'ai déjà versée.

« Après avoir marché à la tête du peuple dans la matinée du 24 février, je suis heureux de prélever cette offrande sur ma modeste fortune en faveur d'une cause à laquelle je suis resté fidèle toute ma vie. »

— Les sentiments honnêtes qu'a développés la République ne cessent de réagir avec vigueur contre les vils instincts de cupidité et d'égoïsme que la monarchie avait tenté vainement d'infiltrer dans le cœur du peuple, et c'est avec bonheur que nous citons les lignes suivantes du *Republicain de Loir-et-Cher* :

« Le citoyen Monin a déposé ce matin à l'hôtel de ville toute son argenterie, dont il fait l'offre à la République. »

— Le citoyen Dufougerais m'a remis le récépissé de la somme de mille francs qu'il a versée au comptoir d'escompte, au nom du citoyen Guépin. Ce récépissé sera échangé contre deux titres définitifs de 500 francs qui deviennent dès aujourd'hui la propriété de la commune.

Ce don patriotique, prélevé sur un modeste traitement de professeur de l'Ecole de médecine, fait honneur au citoyen Guépin. Je lui en adresse, au nom de tous, mes vifs remerciements.

Nantes, 26 mars 1848.

Le Maire, EV. COLOMBEL.
(Idem).

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Sur le rapport du ministre de la justice, Considérant que les ordonnances insérées au *Moniteur* le 23, le 25 et le 24 février, pendant le cours de la glorieuse insurrection, qui a délivré la France d'un pouvoir corrupteur et fondé la République, ne sauraient conférer aucun droit et sont frappées d'une nullité radicale,

Décète :

Les ordonnances qui ont paru au *Moniteur* le 22, le 23 et le 24 février 1848 sont annulées; toutes nominations dans l'ordre judiciaire ou administratif constatées par ces ordonnances sont nulles, et aucune suite n'a pu être donnée à leur exécution.

Fait en séance du Gouvernement, le 28 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret du 16 mars 1848,

Décète :

Art. 1^{er}. La prorogation de six mois à laquelle sont soumis les remboursements des bons du trésor créés antérieurement au 24 février 1848 et non convertis encore en rentes 6 p. 100 est applicable aux endosseurs de ces bons, et par conséquent les droits des détenteurs contre les endosseurs ne peuvent s'exercer pendant la durée de ladite prorogation.

Art. 2. Après le paiement des intérêts attachés à chaque bon, celui-ci sera frappé d'une estampille portant ces mots : *Renouvellement en capital pour six mois à 3 p. 100.*

Les endossements successifs seront ainsi conservés sur le bon estampillé, qui restera transmissible par voie de nouvel endossement.

Art. 3. Le membre du Gouvernement provisoire ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement le 28 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII, qui a déterminé les fonctions de préfet de police;

Vu les arrêtés du Gouvernement portant que la préfecture de police rentrera dans les attributions du ministre de l'intérieur, et qu'elle conservera, quant à présent, toutes les attributions qu'elle possédait avant la révolution de février,

Et vu l'arrêté qui dissout le conseil municipal de la ville de Paris,

Arrête :

Le préfet de police administrera et règlera, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, les dépenses municipales de son administration.

Ces dépenses seront acquittées par le receveur municipal de la ville de Paris, sur les mandats du préfet de police et le visa du maire de Paris; le tout ainsi qu'il avait été déterminé par l'arrêté du 12 messidor an VIII.

Fait à Paris en conseil de Gouvernement, le 29 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire de la République, Attendu que beaucoup d'étrangers ont pris une part active aux glorieux événements de février;

Attendu que ces étrangers, quoique résidant en France depuis plusieurs années, n'ont pas accompli ou pu accomplir les conditions exigées par les lois pour être admis à jouir des droits de citoyens français;

Attendu que, s'il est urgent, tout en respectant les principes de la législation existante, de faciliter la naturalisation des étrangers qui ont des titres certains à l'estime publique, il faut en même temps éviter d'étendre cette mesure à ceux dont la position n'est pas suffisamment établie;

Décète :

Art. 1^{er}. Le ministre de la justice est provisoirement autorisé à accorder la naturalisation à tous les étrangers qui la demanderont et qui justifieront par actes officiels ou authentiques qu'ils résident en France depuis cinq ans au moins, et qui, en outre, produiront, à l'appui de leur demande, l'attestation par le maire de Paris ou le préfet de police, pour le département de la Seine, et par les commissaires du Gouvernement pour les autres départements, qu'ils sont dignes, sous tous les rapports, d'être admis à jouir des droits de citoyen français.

Art. 3. Le paiement des droits établis dans l'intérêt du trésor national, par l'ordonnance du 8 octobre 1814, et par la loi du 28 avril 1816, continuera d'être opéré. Est également maintenue la disposition de l'ordonnance du 8 octobre 1814, qui autorise à remettre lesdits droits, en tout ou en partie, mais seulement quand l'état de fortune des parties exigera cette remise.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 28 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce,

En vertu du décret du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars 1848, dont la teneur suit : « Les affaires d'administration courante, qui, dans l'état actuel de la législation, ne pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances royales, seront valablement décidées par le ministre provisoire du département auquel ces affaires ressortissent. »

Attendu que l'instruction est le premier besoin d'un peuple libre, et qu'il n'importe pas moins d'éclairer que d'encourager le travail;

Considérant que si le système d'éducation nationale est largement organisé pour l'enseignement primaire et secondaire des lettres et des sciences, il n'en est pas de même pour l'enseignement des sciences appliquées à l'industrie;

Voulant pourvoir à ce besoin par l'adoption d'un plan général d'éducation spéciale en faveur des classes industrielles.

Arrête :

Art. 1^{er}. Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers, réunis en commission, sont chargés d'arrêter les bases d'un système général pour l'enseignement des sciences appliquées aux arts industriels.

Art. 2. Les cours du Conservatoire formeront le degré supérieur de cet enseignement.

Paris, le 29 mars 1848.

BETHMONT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre provisoire de l'agriculture et du commerce,

En vertu du décret du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars 1848, dont la teneur suit : « Les affaires d'administration courante, qui, dans l'état actuel de la législation, ne pouvaient être réglées qu'au moyen d'ordonnances royales, seront valablement décidées par le ministre provisoire du département auquel ces affaires ressortissent. »

Vu les art. 1, 2 et 3 de la loi du 22 germinal an 11,

l'arrêté du 44 thermidor suivant et l'ordonnance du 16 juin 1832;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Cambrai (Nord), en date du 10 décembre 1847;

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est établi à Cambrai (Nord) une chambre consultative des arts et manufactures.

Art. 2. La ville de Cambrai fournira le local nécessaire à la tenue des séances de ladite chambre et pourvoira aux frais de bureau, conformément à l'engagement pris par le conseil municipal dans sa délibération du 10 décembre 1847.

Paris, le 29 mars 1848.

BETHMONT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le décret qui ordonne la réorganisation de l'artillerie de la garde nationale parisienne;

Vu le rapport du général chef d'état-major;

Décète :

1^o L'organisation de l'artillerie de la garde nationale parisienne aura lieu conformément aux dispositions du rapport annexé au présent décret;

2^o L'état-major de la légion d'artillerie sera placé dans le bâtiment connu sous le nom de *Bâtiment du Temple*;

3^o Les bâtiments seront en outre disposés de manière à ce qu'on puisse y faire des cours gratuits de physique, chimie, mécanique, géométrie descriptive, dessin linéaire et tout autre enseignement destiné à la population ouvrière;

4^o Le maire de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 25 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que des difficultés graves se sont élevées dans le service des compagnies de chemins de fer d'Orléans et du Centre, et que ces difficultés, si elles s'aggravaient, pourraient avoir pour résultat d'interrompre la circulation;

Considérant que l'intérêt public, notamment les services des postes et l'approvisionnement de Paris, exigent des mesures promptes et énergiques;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les citoyens Bineau, ingénieur en chef des mines, et Didier, ingénieur en chef des ponts et chaussées, sont nommés commissaires extraordinaires du Gouvernement près les chemins de fer d'Orléans et du Centre.

Art. 2. Ils sont autorisés à prendre toutes les mesures qu'ils jugeront convenables pour assurer l'exploitation et la libre circulation des chemins.

Art. 3. Le directeur et tous les employés desdits chemins de fer seront tenus d'obtempérer aux ordres desdits commissaires et à tous les arrêtés qu'ils jugeront à propos de prendre dans l'intérêt de la mission qui leur est confiée.

Fait en conseil de Gouvernement, le 30 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyens, Nous avons accompli la révolution la plus grande et la plus pure qui fut jamais.

Nous avons fondé à toujours le principe de la souveraineté du peuple.

Depuis un mois nous donnons au monde un exemple éclatant de l'application de ce principe.

Depuis un mois la France se gouverne par elle-même, sans l'emploi d'aucune force militaire et par la seule puissance de l'autorité morale du peuple.

Paris, cette ville d'un million d'âme, n'a jamais offert à ses habitants plus de véritable sécurité.

Encore quelques jours et le Gouvernement provisoire, né de l'acclamation du peuple, remettra entre les mains des représentants du peuple le dépôt intact de la souveraineté du peuple.

Il faut, citoyens, que ces derniers jours ressemblent aux premiers, et le Gouvernement provisoire a droit de dire qu'il le veut; il faut que l'Assemblée nationale trouve la République aussi pure de toute apparence de désordre qu'elle le fut à son berceau le jour immortel où elle s'est élevée sur nos barricades.

Veillez donc, citoyens, à ce qu'une bruyante affectation du patriotisme ne devienne pas une cause d'alarme et de trouble dans cette cité, maison commune de la République. Dans une ville si remarquable par le calme et la dignité du peuple, on ne saurait ni tolérer ni comprendre le tumulte dans la rue, qui arrêterait les affaires et les travaux, les coups de fusil qui effraieraient les habitants paisibles. Que, les cérémonies républicaines, si belles dans leur simplicité, se fassent avec l'autorité publique : vous la consulterez, elle régularisera les patriotiques manifestations.

Ne souffrez pas, citoyens, ce qui pourrait donner même un prétexte aux indignes calomnies des ennemis intérieurs ou extérieurs de notre République; rien de ce qui pourrait ternir son attréole de pureté et de gloire, rien de ce qui arrêterait le mouvement d'émancipation européenne dont nous avons donné le signal.

Veillez avec le Gouvernement au maintien de l'ordre dans la cité; que chacun se livre avec calme à ses travaux; repreniez votre vie habituelle. Heureux et fiers d'être libres et républicains, nous traverserons en paix les jours de moins en moins difficiles qui nous séparent encore du jour où se réuniront les représentants du peuple.

Citoyens, le Gouvernement provisoire qui est votre œuvre, que vous soutenez avec tant de dévouement, fait un appel à votre patriotisme, à votre sagesse; vous vous réunirez à lui pour consolider à jamais la République.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Proclamation

Sole

Vous de

n'étiez que

restituant

Mais, en

que vous i

les devoirs

citoyen.

Vous n'a

deux, la d

La disci

ques régit

publique à

Il est dé

l'inflexibil

avant de s

voix.

Voyez le

s'est établi

discipline

Quoi! ce

au sein de

peuple ad

désordre?

Non! vi

ligion du

S'il en é

qui nous

quement l

De gran

mée intact

Nous allon

de la gloir

Bientôt

mée autou

avec le Pe

Qu'aucu

drapaux

Que vos

modèle de

tout temp

vez-y de v

cipline, ce

Paris, le

Par arr

blique, en

Premier a

M. Dian

d'appel

appelé

Second su

d'appel

le tribu

vier (pl

Substitut

bunat

re), M. (

rempla

très fot

Substitut

tribuna

M. Leb

lin), av

M. Cou

Conseiller

missair

en rem

mis à la

Commiss

premièr

général

d'Angé

d'autr

Commiss

premièr

M. Che

rempla

fonctio

Substitut

tribuna

et-loir

rempla

tions;

Président

bourg (

cy, en

tres for

Juge au t

the), M

en rem

fonctio

Substitut

tribuna

Godon

vost, a

Substitut

tribuna

M. Gri

clerc.

— Par

à la cour

avocat, et

— Par

publique,

Juge de p

de Pam

placem

Juge de l

de Poi

rempla

Juge de

ment d

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Proclamation du Gouvernement provisoire à l'armée.

Soldats citoyens,

Vous devez à la République un titre de plus. Vous n'étiez que soldats, elle vous a fait citoyens en vous restituant votre part de la souveraineté du peuple.

Mais, en vous conférant ce titre de plus, la République vous impose un devoir de plus. Vous n'aviez que les devoirs du militaire; vous avez maintenant ceux du citoyen.

Vous n'aviez qu'une loi : la discipline ; vous en avez deux, la discipline et l'amour de l'ordre.

La discipline et l'ordre ont été troublés dans quelques régiments. Le Gouvernement provisoire de la République a porté aussitôt son attention sur ces faits.

Il est décidé à les réprimer avec la justice et avec l'inflexibilité du Gouvernement républicain ; mais avant de sévir, il veut avertir. Vous vous rallierez à sa voix.

Voilà le peuple ! admirez cet ordre volontaire qui s'est établi et qui se soutient de lui-même par la seule discipline de la raison générale.

Quoi ! ce serait vous, qui devez être l'ordre vivant au sein de la patrie, ce serait vous qui donneriez à ce peuple admirable les premiers et les seuls exemples de désordre ?

Non ! vous respecterez et vous ferez respecter la religion du drapeau.

S'il en était autrement, nous prendrions des mesures qui nous affligeraient, mais qui rétabliraient énergiquement la discipline.

De grands devoirs vous sont réservés. Gardez l'armée intacte et forte pour les éventualités de la patrie. Nous allons élargir vos rangs ; il y aura de la place et de la gloire pour tous les patriotes.

Bientôt nous allons réunir des députations de l'armée autour du centre national à Paris pour fraterniser avec le Peuple et la Garde nationale.

Qu'aucune ombre de désordre ne tache d'avance les drapeaux que nous allons vous distribuer !

Que vos frères de Paris vous reçoivent comme le modèle de cette armée française. Après avoir écrit de tout temps le mot de *gloire* sur vos drapeaux, inscrivez-y de votre propre main aujourd'hui le mot de *discipline*, cette vertu républicaine du soldat.

Paris, le 30 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le ministre de la guerre par intérim,

F. ARAÛO.

Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, en date du 29 mars, ont été nommés :

Premier avocat général près la cour d'appel d'Angers, M. Diard, ancien premier avocat général près la cour d'appel d'Orléans, en remplacement de M. Dubois, appelé à d'autres fonctions ;

Second substitut du procureur général près la cour d'appel d'Angers, M. Talbot-Guillory, substitut près le tribunal d'Angers, en remplacement de M. Métiévier (place vacante) ;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance d'Angers (Maine-et-Loire), M. Coutrel, substitut près le siège de Mamers, en remplacement de M. Talbot-Guillory, appelé à d'autres fonctions ;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Mamers (Sarthe), M. Lebourguignon-Duperré-Delisle (Eugène-Marcelin), avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Coutrel, appelé à d'autres fonctions ;

Conseiller à la cour d'appel d'Angers, M. de Guer, commissaire du Gouvernement près le tribunal d'Angers, en remplacement de M. Naurays de La Davière, admis à la retraite et nommé conseiller honoraire ;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance d'Angers (Maine-et-Loire), M. Laigneau-Durocheray, conseiller à la cour d'appel d'Angers, en remplacement de M. de Guer, appelé à d'autres fonctions ;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Beaugé (Maine-et-Loire), M. Leblond, commissaire du Gouvernement à Beaupréau, en remplacement de M. Vannier, appelé à d'autres fonctions ;

Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Beaupréau (Maine-et-Loire), M. Chesneau (Gabriel), avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Leblond, appelé à d'autres fonctions ;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Beaupréau (Maine-et-Loire), M. Monden-Gennevraye (Paul), avocat, en remplacement de M. Trébous, appelé à d'autres fonctions ;

Président du tribunal de première instance de Sarrebourg (Meurthe), M. Gillet, juge au tribunal de Nancy, en remplacement de M. Maurice, appelé à d'autres fonctions ;

Juge au tribunal de première instance de Nancy (Meurthe), M. Gerbaut, juge de paix du canton de Châtel, en remplacement de M. Gillet, appelé à d'autres fonctions ;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Laon (Aisne), M. Godon (Jules), avocat, en remplacement de M. Davost, appelé à d'autres fonctions ;

Substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Pontarlier (Doubs), M. Grillon, avocat, en remplacement de M. Jollière.

— Par arrêté du même jour, a été nommé conseiller à la cour d'appel d'Alger, M. Jouve du Bor (Camille), avocat, en remplacement de M. Gauran, révoqué.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire de la République, en date du 29 mars 1848, ont été nommés :

Juge de paix du canton du Mas-d'Azil, arrondissement de Pamiers (Ariège), M. Ladevèze (Auguste), en remplacement de M. Lazaygues ;

Juge de paix du canton de Tarascon, arrondissement de Foix (Ariège), M. Soulié (Emmanuel), avocat, en remplacement de M. Doumenjou, démissionnaire ;

Juge de paix du canton de Saint-Quentin, arrondissement de Compiègne (Aisne), M. Juigné, ancien notaire

et ancien maire, en remplacement de M. Couture, appelé à d'autres fonctions ;

Juge de paix du canton de Billon, arrondissement du Mans (Sarthe), M. Corriu, ancien avoué, en remplacement de M. Masson ;

Juge de paix du canton de Mayet, arrondissement de La Flèche (Sarthe), M. Bouillet-Boisrenault, avocat, en remplacement de M. Lemercier, démissionnaire ;

Juge de paix du canton de Pontvillain, arrondissement de La Flèche (Sarthe), M. Viateur, propriétaire, en remplacement de M. Dubois ;

Juge de paix du canton de Grandlacé, arrondissement de Saint-Calais (Sarthe), M. Gabiolle (Louis-Joseph), juge de paix du canton de Bouloire, en remplacement de M. Moreau ;

Suppléant du juge de paix du canton de Lavelanet, arrondissement de Foix (Ariège), M. Cassé, maire de Lavelanet, en remplacement de M. Bonnans.

— Par le même arrêté, sont révoqués MM. :

Guittier, juge de paix du canton de Bonnetable, arrondissement de Mamers (Sarthe),

Et Pasdeloup, juge de paix du canton de Lafresnaye, arrondissement de Mamers (Sarthe).

— Par arrêté en date du même jour, M. Aubin, ancien juge de paix du canton nord-ouest d'Orléans, arrondissement de ce nom (Loiret), est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 29 mars.

Lecture et adoption du procès-verbal.

Le citoyen Napoléon Lebon rend compte à l'assemblée de la décision prise aujourd'hui par les délégués des clubs réunis au Palais-National, en comité révolutionnaire, décision concernant l'envoi dans les départements de missionnaires républicains. En conséquence les citoyens membres de la société des Droits de l'homme qui ont des relations de famille dans les départements et qui sont dans l'intention de se charger de cette mission sont invités à se présenter au bureau, qui choisira des délégués parmi eux.

Le citoyen Villain, président, fait observer que la question d'argent ne doit arrêter personne, que cette difficulté a été surmontée.

Le citoyen président prévient en outre les citoyens qui veulent aller en province pour y faire connaître les droits et les devoirs de chacun, que cette mission est toute officielle, et qu'il faut pour bien la remplir se sentir fort de sa conviction et disposé à soutenir partout et toujours tous les principes contenus dans la déclaration des Droits de l'homme ; que ce n'est qu'ainsi qu'on pourra exercer une heureuse influence sur les élections.

Le citoyen Cailleux, au nom du club du 12 Mars, lit une adresse en faveur des Polonais qui partent pour seconder la révolution dans leur patrie ; il demande que cette adresse soit signée par le bureau.

On donne lecture d'une lettre du citoyen Moquet qui relate les mauvaises dispositions de la sixième compagnie, troisième bataillon, sixième légion, et qui engage les démocrates dont le domicile est compris dans la circonscription de ladite compagnie de ne point manquer aux réunions préparatoires.

Cette proposition est appuyée par le citoyen Saint-Victor, qui ajoute que les invitations écrites n'ont été faites qu'aux gardes nationaux habitant les étages inférieurs ; que ceux des autres étages n'ont point été convoqués, parce que les candidats qui se proposent sont des partisans de l'ancienne opposition.

Le citoyen Dorchy propose que chaque candidat fasse une profession de foi qu'il fera imprimer et distribuer.

Le citoyen Sanson, candidat à l'Assemblée nationale, fait sa profession de foi. — Education égale et obligatoire pour tous ; elle doit être professionnelle, de façon à faire connaître les aptitudes des enfants. L'éducation ne peut être laissée à la direction des parents ; elle pourrait être faussée par des préjugés, des idées fausses ou vicieuses. D'après ce système, tous les hommes pourraient concourir au bonheur général suivant leurs organisations particulières. Le candidat recommande la vie en commun. Caisse de retraite pour les travailleurs. Capitalisation de toutes les propriétés et de toutes les industries et mobilisation au moyen de papier-monnaie qui aurait un cours forcé. Les fonctions publiques données au mérite et à la vertu, après concours.

Le citoyen Villain demande au candidat quels seraient les moyens qu'il proposerait pour réaliser ses théories.

L'impôt progressif semble présenter au candidat la solution du problème.

Le citoyen président pose nettement la question, et supposant la nomination du candidat, s'informe comment il parviendrait à procurer immédiatement des moyens d'existence au prolétaire.

Réponse. On pourrait grever chaque propriété, et sur le refus du détenteur d'acquiescer l'impôt, l'État s'emparerait de l'immeuble pour cause d'utilité publique et tiendrait compte de l'excédant de valeur au propriétaire.

Le citoyen Taxile demande comment on obligera les capitalistes à apporter leur argent.

Réponse. L'État devrait exiger une déclaration franche et complète de la fortune de chaque citoyen ; chacun serait imposé progressivement suivant ses moyens, et si la déclaration n'était pas sincère, l'État pourrait confisquer l'excédant de la fausse déclaration et punir les délinquants par la perte de leurs droits civiques.

La séance est levée à 10 heures.

CLUB DU PROGRÈS.

Séance du 29 mars. — Huber, président.

A l'ouverture de la séance, le président donne lecture de la déclaration des Droits de l'Homme de 93. Le club entier, sans aucune exception, y a adhéré.

Les citoyens Sampson, Huber et Boileau, ayant été, dans la séance du 23, délégués près du comité central des clubs à l'effet de représenter les idées du club du Progrès, le citoyen Huber rend compte de leur mission. Il rapporte que, dans cette assemblée, on a été d'avis de nommer 300 délégués tirés de tous les clubs à l'effet d'aller dans les départements préparer les élections et éclairer les populations agricoles et ouvrières

sur leurs droits et leurs devoirs politiques. Plusieurs citoyens se sont fait inscrire et ont obtenu les suffrages de l'assemblée. Dans notre prochain compte-rendu nous donnerons les noms des délégués.

Le citoyen Lhéry, candidat au grade de porte-drapeau de la 2^e légion, fait sa profession de foi. Il déclare qu'il ne portera jamais d'autre drapeau que celui de la République, et que dans le cas où, chose impossible, une autre forme de gouvernement viendrait à surgir, il le brûlerait en place publique.

Le citoyen Salomon jeune dépose sur le bureau un projet relatif à une souscription nationale qui serait faite dans Paris et les départements à l'effet de venir en aide aux sacrifices que s'impose la République. On recevrait depuis cinq centimes jusqu'aux sommes les plus élevées. La proposition est appuyée. Le bureau décide qu'il se consultera et jugera s'il y a lieu de donner suite à cette idée lorsque les élections de la garde nationale seront effectuées.

CLUB DES PATRIOTES INDÉPENDANTS.

Un nouveau club vient de se former sous le titre de club des Patriotes indépendants. Il veut la fusion de toutes les classes de la société. Les mots peuple, bourgeois, armée, ouvriers, ne doivent plus être employés pour séparer les citoyens en catégories rivales ou ennemies.

Pour combattre l'oppression et la tyrannie, pour en prévenir à jamais le retour, le concours de tous est nécessaire.

Affermir le règne de l'ordre dans la liberté, tel est le but que poursuit le club des Patriotes indépendants.

Les principaux principes qu'il proclame sont :

Liberté de la presse,
Liberté d'association,
Liberté de discussion, d'opinion, de religion.
Soumission aux lois du pays, respect à la représentation nationale.

Respect à la propriété et aux lois de la famille.

Indépendance complète du vote en matière électorale ou judiciaire.

S'adresser au citoyen Davroust, rue de la Fidélité, 9. L'assemblée se réunira cour des Miracles, à 7 h. 1/2, le lundi, le mercredi, le vendredi. Le public est admis mais sans droit de voter.

Clubs des départements.

Un nouveau club vient de se former à Châteauroux sous la dénomination de club Populaire. Ses séances se tiendront dans le bâtiment du Poids-Public, place du Palan.

Le club Populaire a fait afficher aujourd'hui dans la ville la proclamation suivante :

« Citoyens,

« La liberté ne craint pas la discussion publique ; elle l'appelle de tous ses vœux et par tous les moyens possibles. Elle ne peut que gagner à l'établissement de sociétés populaires.

« La multiplicité des sociétés populaires est aussi une garantie pour la liberté, pour l'ordre même, en ce qu'elle offre à la manifestation de tous les intérêts une sécurité plus grande.

« A Châteauroux, cette multiplicité est matériellement une nécessité à raison de la population.

« Tous les citoyens se réjouiront donc de l'ouverture d'un nouveau club.

« Une première réunion aura lieu le mardi 28 mars, à 7 heures du soir, dans le local du Poids-Public, place du Palan.

« Le club Populaire fera immédiatement une démarche près de l'autorité pour demander qu'elle fasse planter l'arbre de la liberté avec toute la solennité qu'exige une fête nationale et le concours de tous les citoyens.

« Travaillons tous avec émulation à l'application de notre devise : Liberté, Égalité, Fraternité.

« Vive la République !

« Châteauroux, le 27 mars 1848.

« On signe, etc. »

La Commune de Paris, Moniteur des clubs, mettra avec empressement sa publicité au service de la propagation des doctrines radicales de ces civiques assemblées.

— Voici la profession de foi que vient de voter la Société républicaine centrale. Nous la plaçons sous les yeux du public.

« La République, comme la monarchie, peut ombrager la servitude sous son drapeau.

« Sparte, Rome, Venise étaient des oligarchies corrompues et oppressives. Aux États-Unis, l'esclavage est une institution.

« La formule Liberté, Égalité, Fraternité ! pourrait devenir un mensonge aussi célèbre que celui de la Charte-vérité : Tous les Français sont égaux devant la loi.

« La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et de l'encensoir.

« La révolution de février a eu pour but de la briser. Ce but est aussi celui de la Société républicaine centrale, et chacun de ses membres s'engage à le poursuivre jusqu'à ce qu'il soit atteint. »

— On nous adresse de Vannes la liste des candidats du Morbihan choisis par le comité légitimiste. En la lisant, on se fera une idée du sort qui serait réservé à la République si l'on parvenait à faire triompher de tels noms pour composer l'Assemblée constituante :

MM. le colonel Cadoudal ;
Comte de Saint-Georges ;
Comte d'Egbes du Loup ;
Marquis de Larochejaquelein ;
L'abbé de Lacordaire ;
Monnier, professeur ;
Vicomte Walsh ;
De Sivy ;
Le Maintien de Lehellec ;
De La Touche ;
De Kermoisan ;
Le Joubion, chanoine ;
Georges Cadoudal.

La lettre d'envoi contient ce qui suit :

« Cette liste est un enseignement très-sérieux, dont j'engage les Nantais à profiter. Cette liste commence et finit par le même nom, c'est-à-dire par la même menace : Cadoudal, le héros des réactions légitimistes.

« Tachez donc de rallier aux anciens républicains

tous les hommes de Nantes, et ils sont nombreux, qui sentent et comprennent que la République est notre ancre de salut, et qu'il n'y a en dessous d'elle rien de possible, rien de stable. »

(National de l'Ouest.)

Candidats à la députation du département de l'Allier.

Une réunion de cinquante-cinq délégués des cantons du département de l'Allier a désigné comme candidats républicains les citoyens dont les noms suivent :

Courtais, commandant de la garde nationale de Paris. Tourret, ancien élève de l'école Polytechnique, cultivateur à Montmarault.

Mathé (Félix), ancien condamné politique, propriétaire à Moulins.

Laussédad, médecin à Moulins.

Terrier, médecin au Donjon.

Madet (Charles), cultivateur à Yglade.

Fayolle aîné, de Montluçon, ancien négociant à Rouen.

Bureau de Puzy, ancien député.

Nous engageons vivement tous les militaires du département de l'Allier qui se trouvent en garnison dans notre ville à voter en faveur de ces candidats.

Liste des candidats à l'Assemblée nationale, présentés aux électeurs des Hauts-Pyrénées par le comité central de Tarbes.

Déville père, notaire à Tarbes.

Vignette, commissaire du Gouvernement, à Tarbes.

Cenac, médecin à Argelès.

Peyrouton, avocat à Tarbes.

Dubarry, avocat à Bagnères.

Forgues (Emile), de Tarbes, rédacteur du National.

Duffaut, notaire à Tostat.

Giffard, médecin à Vic.

Costallat, médecin à Bagnères.

— Nous sommes en retard, et ce n'est pas notre faute, pour annoncer la candidature, à Paris, du citoyen Philippe Goelzer, forgeron, demeurant n° 3, rue de Londres. Nous avons entre les mains la circulaire imprimée de ce laborieux et intelligent ouvrier ; nous regrettons que le défaut d'espace nous empêche de l'insérer en entier ; mais ce que nous pouvons annoncer aux électeurs de Paris, c'est qu'il serait impossible de rédiger une circulaire avec plus de sens, de raison, de républicanisme et un meilleur style.

— Le sieur Thiers ose se dire citoyen et se présenter à la candidature dans les Bouches-du-Rhône. Nous pensons que ce petit valet congédié de l'ex-royauté aurait dû se présenter de préférence aux Bouches de la rue Transnonain (vieux style). (L'Ami du Peuple.)

— Les condamnés politiques sous la restauration, de 1815 à 1830 exclusivement, sont prévenus que la réunion générale aura lieu le dimanche 9 avril prochain, à midi précis, rue d'Aligre, 8, à l'effet de procéder à la nomination d'un président et de délégués, pour soumettre leurs réclamations au Gouvernement provisoire.

— Les délégués de Saint-Denis sont prévenus que le comité électoral démocratique du 14^e arrondissement se réunira dimanche 2 avril, rue Neuve-Saint-Georges, 40, à dix heures du matin.

Les citoyens sont prévenus que le bureau sera en permanence tous les jours, à partir du 29 mars, de midi à trois heures, rue du Faubourg-Poissonnière, 7, pour recevoir les communications.

— Le 27 mars, plusieurs condamnés politiques républicains ont formé une commission qui a pour but de vérifier et classer les titres des condamnés politiques républicains de tous les pays et particulièrement des condamnés politiques de la Restauration.

Tous les titres et renseignements doivent être adressés franco au citoyen Bosc, président de la commission, rue Montorgueil, 17.

— Le citoyen François-Alexandre Raynaud part ce matin pour le département du Lot, où il est envoyé en qualité de délégué par le comité central des élections. A son arrivée, il se mettra immédiatement en rapport avec les assemblées populaires pour dresser la liste des candidats du département du Lot.

— On lit dans le Mémorial d'Aix :

« On nous communique la liste suivante de candidats à l'Assemblée nationale dans le département des Bouches-du-Rhône ; nous les publions sans en garantir l'authenticité. »

MM. de Lamartine. — Thiers, ex-député. — Clapier, ex-député. — Berryer, ex-député. — Raynaud, ex-député. — De Barthélemy, ex-pair de France. — De Montalembert, ex-pair de France. — Démophile Ollivier, ancien négociant. — Agénon, journaliste. — Collier, ouvrier en librairie. — Dubosc, journaliste. — Rancurel, ouvrier. — Delmas, fabricant de parapluies. — Gautier, avocat. — Bedarride, avocat à Aix. — Le-rout, président de chambre à la cour d'appel d'Aix. — Courrent, conseiller à Aix. — Gustave Moullet, avocat. — Albert Maurin, rédacteur du Commerce. — Lacreusette, coiffeur. — Longomazino, président de l'Athénée-Ouvrier. — Mazuy, ouvrier. — Louis Lagarde, négociant. — Bourillon, commissaire de police. — Ellysée Baux, ancien négociant. — Jules Roux, avocat. — De Montricher, ingénieur en chef. — Méry, homme de lettres. — De Laboulie, avocat à Aix. — De Gasparin (Paul), ex-député. — Nègre, avocat. — Barthélemy, maire de Marseille. — Roberty, docteur-médecin. — Victor Hennequin, avocat à Paris. — Borély, premier président honoraire à la cour d'appel d'Aix. »

Des ex-députés, des ex-pairs, des conseillers, des avocats ; et des ouvriers, aucun ! aucun ! aucun ! Ces messieurs les candidats traitent-ils donc le département des Bouches-du-Rhône en bourg-pourri ?

— On lit dans l'Union, journal de la Sarthe, de l'Orne et de la Mayenne :

« On cherche en ce moment à compromettre dans l'opinion les intentions des républicains modérés : on fait courir sous le titre de liste des candidats républicains modérés des séries de noms dont le rapprochement est évidemment fait pour indisposer. Ainsi sur l'une on accole M. l'abbé Moreau à M. l'abbé de Lamennais. M. Moreau nous écrit pour nous prier de déclarer qu'il est complètement étranger à l'émission de ces listes. Nous nous empressons de céder à son désir. Cela doit suffire à éclairer le public sur des intentions malveillantes qui du reste étaient assez peu habilement déguisées pour qu'au premier coup d'œil, presque tout le monde ait pu découvrir un piège. Ce que certains

exaltés voudraient, ce serait de jeter la confusion et la division parmi les électeurs. Que ces hommes reconnaissent l'impossibilité de convaincre l'opinion publique, et qu'ils soient réduits à chercher à la surprendre, c'est déjà beaucoup ; mais il n'en importe pas moins de se tenir en garde et de n'adopter des listes de candidats que lorsqu'elles auront été définitivement arrêtées et qu'on connaîtra nettement leur source. »

Nous ignorions qu'il y eût des républicains de plusieurs natures. Il appartenait à l'Union de trouver les républicains modérés. Pour nous, on est ou on n'est pas républicain.

Étranger.

BELGIQUE.

On lit dans le Libéral liégeois :

« Avant-hier soir, 26 mars, vers onze heures, une émeute a eu lieu à Bruxelles ; 100 à 150 individus, sortis des estaminets de la Grande-Place, se sont réunis et ont parcouru les rues environnantes en se dirigeant vers le Grand-Sablon. Dans la rue Rollebeck, un coup de pistolet a été tiré contre un agent de police qui n'a pas été atteint. De là, cette bande a descendu la rue d'Or et la rue de l'Empereur, en poussant des cris de : Vive la République ! Dans la rue d'Or, quelques sergents de ville se sont opposés au passage de la bande et l'ont dispersée à grands coups de cannes ; plusieurs citoyens se sont joints aux agents de police pour dissiper les perturbateurs. On a arrêté huit des plus récalcitrants. Un individu en manches de chemise, paraissant être le chef de la troupe, a été arrêté l'un des premiers et a déclaré être Français, domicilié au palais des Tuileries. Le nom de cet individu est Delestré. »

— On écrit d'Ypres, le 22 mars : « Hier, vers le soir, un caporal a crié : Vive la République ! Arrêté par un officier, il a été conduit à la grand'garde, accompagné d'une foule compacte. »

— Quelques troubles sans importance ont eu lieu le 24 à Amsterdam.

ITALIE.

La déclaration de guerre du roi Charles-Albert a produit sur la population de Turin un effet immense. Le journal de cette ville, l'Opinione du 21 dit :

« La physionomie de notre ville, lorsque l'on a vu que le Tessin serait passé, était admirable. A dix heures, les régiments de Pinerolo et des grenadiers de la garde partaient, après avoir défilé sous le balcon du Palais-Royal, saluant le roi avec des acclamations que répétait tout une population frémissante : « A Charles-Albert, le rédempteur de la patrie, le sauveur de l'Italie ! » A midi, l'on chantait dans l'église métropolitaine un Te Deum en l'honneur de la victoire remportée par les Milanais sur les Autrichiens. Une multitude immense s'était associée à cette manifestation religieuse. Le roi, accompagné de son état-major et de LL. AA. RR. le duc de Savoie et le duc de Gênes, est sorti du Palais-Royal ; il a fait le tour de la place Castille pour passer en revue la garde nationale. Le peuple saluait le roi par les plus bruyantes acclamations et les noms les plus chers. »

— Les opérations militaires de l'armée sarde paraissent avoir commencé par l'occupation de Pavie, où les bataillons piémontais, commandés par le général Sonnaz, sont entrés les premiers. Les Autrichiens ont abandonné toutes les places à l'ouest de Milan et se sont repliés sur Vérone. Toute la Lombardie est en armes, et même Trente et tout le Tyrol italien se sont soulevés. Un grand nombre d'Autrichiens débandés ont repassé le Tessin et se sont rendus à discrétion aux troupes piémontaises. A Lodi et à Crémone, il y a eu de sanglants combats, dans lesquels la population a eu le dessus.

La Sardaigne n'est pas le seul Etat qui vienne au secours du Milanais. Des volontaires parmesans, qui ont chassé leur duc, des Modénais, qui ont emprisonné le leur, et des Bolonais marchent déjà au secours de leurs frères. Enfin la Toscane se lève, et des bataillons de Toscans marchent sur Pietra-Santa, sur Massa. Le grand-duc de Toscane vient de publier la proclamation suivante :

« Toscans ! l'heure de la résurrection complète de l'Italie vient de sonner subitement. Quiconque aime notre patrie commune ne peut lui refuser le secours qu'elle réclame. Je vous ai promis de seconder autant que possible l'élan de vos cœurs à l'occasion. Me voici prêt à tenir ma promesse. J'ai donné les ordres nécessaires pour que mes troupes régulières marchent sans retard vers les frontières sur deux colonnes : l'une par Pietra-Santa et l'autre par San-Marcello. Les villes et la capitale elle-même sont confiées à la garde civique sédentaire. »

« Les volontaires, désireux de suivre les milices régulières, recevront une organisation instantanée ; ils pourront partir sous les ordres d'officiers expérimentés. Je regrette que l'illustre Collegno, à qui une maladie subite a enlevé la possibilité de se charger de continuer l'organisation des volontaires, ne puisse pas être avec eux. Dans cet élan de vos cœurs pour la sainte cause de l'Italie, ne renoncez pas à la modération qui embellit toutes les entreprises. Je veille avec mon gouvernement sur les autres besoins du pays, et je presse de tous mes efforts la conclusion d'une puissante ligue italienne que j'ai toujours rêvée. Le général commandant les troupes régulières, le préfet et le gonfalonier de Florence forment une commission chargée du mouvement immédiat de la colonne par San-Marcello. Le gouverneur et le gonfalonier de Livourne et le colonel Laugier sont chargés du mouvement immédiat de la colonne par Pietra-Santa. — Vive l'Italie constitutionnelle ! »

« Donné à Florence, le 21 mars 1848. »

« Signé : LÉOPOLD, le président du conseil des ministres, CHAMPINI, le ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, RIDOLFI, le ministre provisoire de la guerre, G. BALDASSARONI. »

— On attend les volontaires des Etats romains et même du royaume de Naples. — Toute l'Italie veut participer à la guerre sainte. Le général Radetzki s'est enfermé à Vérone, où règne, dit-on, en ce moment la plus vive agitation.

Voici quelques extraits de journaux italiens qui donnent des détails sur le mouvement des Etats sardes et de la Lombardie.

« Les banquiers et négociants de Turin se sont réunis pour décider que leurs commis qui voudraient partir comme volontaires pourraient le faire sans perdre leurs places ni leurs émoluments, pourvu que dans l'année ils rentrent en place. Honneur aux banquiers et négociants de Turin ! Les banquiers Schioppo et Cassona ont eu cette patriotique idée. »

« A Milan, les dames ont gardé les barricades, le sabre à la main, pendant la nuit. Il y a eu un massacre affreux. Les soldats hongrois et les soldats italiens n'ont pas voulu se battre, et le peuple est maître du gouvernement. »

« A Mantoue, l'évêque, accompagné de huit mille personnes et du délégué, s'est présenté chez le gouverneur, et a obtenu la prompt organisation de la garde civique. »

« A Venise, le 17 mars, les deux martyrs de la cause italienne, Manin et Tommaseo, ont été, à leur sortie de prison, où le peuple a été les chercher, promenés en triomphe par la ville. La garde civique s'est organisée sur-le-champ à Venise et à Padoue. »

« Les compagnies de volontaires partent de Livourne et de Pise pour Massa. L'enthousiasme est à son comble. »

— On lit encore dans l'Opinione de Turin, du 23 mars :

« L'instinct national a triomphé des scrupules de la légalité et de la diplomatie. La guerre est déclarée. Désormais notre drapeau est le drapeau tricolore, le drapeau du royaume d'Italie. Plus de Piémont ! plus de Ligurie ! plus de Lombardie ! Jetons au feu nos vieilles cartes géographiques ! Qui eût pu penser que l'armée autrichienne abandonnerait si promptement Milan ? L'Autriche, qu'elle parvienne à reformer son armée derrière l'Adda ou derrière l'Adige, se trouvera dans la situation la plus périlleuse. Les Milanais ont ouvert la voie. Entrons-y résolument, sans plus regarder en arrière. La nation s'est prononcée d'une manière unanime. L'astre de Charles-Albert a paru ! »

« Toutes les troupes piémontaises marchent sur la Lombardie ; 1,700 volontaires sont partis de Gênes pour se concentrer à Novare. Le régiment real novi s'est embarqué sur un bateau à vapeur pour se porter à Massa et à Carrare. »

— On écrit de Gênes, 20 mars :

« Les nouvelles de Venise et de Milan ont produit l'impression la plus vive en ville. Il est parti une foule de volontaires, le fusil sur l'épaule, appartenant à la garde civique provisoire. La 5^e compagnie tout entière est partie, défilant une large bannière génoise. Ils vont à Noghera ou à Novare. »

« Le général Quaglia, commandant la légion civique génoise, est à San-Pierre-d'Arena ; on voudrait organiser ces volontaires avant de les faire entrer en campagne. Un courrier de Turin apporte l'ordre d'envoyer à Lomellina une partie de la garnison, la brigade Savoia et tous les volontaires qui voudront s'y joindre, pour s'organiser tous sur la frontière. »

— On mandait ces jours derniers du grand-duché de Bade :

« Dans notre duché, le long des frontières suisses, il y a anarchie complète. Nobles, administrateurs et juifs sont chassés de tous les points du territoire et viennent chercher un asile en Suisse. Quand on demande aux paysans badois ce qu'ils veulent, ils répondent : « Nous voulons être comme les Suisses. »

Faits divers.

L'impression des Droits de l'homme à un million d'exemplaires a été décidée hier par le club des Clubs, où se trouvaient réunis des délégués de cent clubs ; le vote a été unanime. On a aussi voté à l'unanimité le mandat impératif et absolu pour les représentants.

— On écrit de Perpignan, 25 mars :

« Une dépêche télégraphique vient de transmettre l'ordre au général commandant la 21^e division militaire de diriger sur Grenoble les deux batteries d'artillerie de notre garnison, munies de tout leur matériel de guerre. »

— L'empereur Nicolas vient de rendre un ukase pour confisquer les propriétés des seigneurs polonais. On voit que le czar commence par leur couper les vivres, en attendant mieux.

— Le Journal de Bruxelles annonce, d'après une lettre de Saint-Petersbourg, apportée par un voyageur chargé d'une mission extraordinaire près la banque de Londres, que les esprits étaient fort agités dans la capitale de la Russie, et qu'on s'y attendait à un mouvement révolutionnaire.

Ce mouvement, d'après cette lettre, aurait sa source dans le mécontentement d'une grande partie de la noblesse, qui se plaint hautement de la politique de compression dont le czar use envers elle.

Recigny. — Le citoyen Petit, greffier de la justice de paix de ce canton, vient de faire acte de dévouement à la chose publique ; ce fonctionnaire qui, comme il le dit, ne possède rien sous le soleil, vient de mettre à la disposition du Gouvernement provisoire le douzième à échoir de son modeste traitement.

— Nous lisons dans le Mercure ségusien du mercredi 25 mars :

« On a saisi hier à cinq heures, à Lyon, sur un bateau à vapeur, quatorze caisses de fusils démontés et emballés dans des caisses à savon, et 14,000 fr. en espèces. Cette saisie a été faite par la gendarmerie assistée de la garde nationale. »

— Un corps de volontaires s'organise rapidement à Paris pour voler au secours des Lombards et des Vénitiens. L'opinion de tous les Italiens présents à Paris est que son intervention et son secours peuvent être encore efficaces, et que la lutte ne sera pas finie quand il arrivera à la frontière.

Les patriotes français qui veulent faire partie d'un corps de volontaires pour aller au secours de l'Italie sont priés de venir s'inscrire sur-le-champ, 14 bis, rue du Helder, chez le citoyen Jules Lombard, décoré de juillet, ancien condamné politique.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.